

# Mettre fin à sa dépendance envers Microsoft, une tâche ardue pour Berne

**INFORMATIQUE** La Confédération explore activement des alternatives aux géants américains du cloud, selon des propos rapportés par la «NZZ am Sonntag». Mais ce ne sont que des éléments préliminaires, et les achats massifs de solutions en provenance de l'Oncle Sam se poursuivent

ANOUC SEYDTAGHIA

Et si la Confédération, accro aux solutions de Microsoft, décidait de réduire cette dépendance? Un mouvement s'amorce peut-être à Berne, comme le suggérait hier un article de la *NZZ am Sonntag*. «L'administration fédérale vise à réduire progressivement et durablement sa dépendance à l'égard de Microsoft», a indiqué un porte-parole de la Chancellerie fédérale au journal allemand. Ce dernier affirme qu'une étude de faisabilité a été soumise à la Chancellerie fédérale et que l'administration s'est appuyée sur celle-ci pour examiner si les logiciels libres pouvaient remplacer ceux de Microsoft. Verdict: selon cette étude, c'est possible, a indiqué la Chancellerie fédérale au média dominical, qui ne donne pas davantage d'informations sur cette analyse.

Un mouvement avait déjà été amorcé à Berne. En 2025, la Confédération lançait une étude de faisabilité «pour renforcer la souveraineté numérique dans le domaine de la bureautique grâce à l'utilisation de logiciels à code source ouvert». Il s'agissait aussi «d'examiner si une stratégie de sortie de Microsoft 365 dans l'administration fédérale [était] possible». La Confédération précisait alors clairement sur son site que «le projet n'a pas pour but de remplacer Microsoft 365. Il sert à évaluer des systèmes de remplacement et non à remplacer des systèmes en place.» Une nuance très importante.

## Protéger les données sensibles

Berne estime à environ 30 millions de francs les dépenses annuelles en licences Microsoft. Et fin 2025, la RTS calculait que les cantons romands dépensaient plus de 20 millions de francs au moins chaque année pour des licences du géant américain. Cette relation commerciale peut être vue comme un risque financier, d'autant que Microsoft augmente actuellement ses tarifs, ce qui avait incité la Commission de la concurrence à ouvrir une enquête le 15 janvier dernier.

Au-delà du risque financier, il y a surtout celui de la perte de contrôle des don-

nées et de la dépendance envers un prestataire américain, dont la collusion avec la Maison-Blanche est souvent jugée importante. Microsoft ne cesse de vanter son indépendance vis-à-vis de Washington, mais des doutes existent à ce sujet. Fin octobre 2025, le média *Republik* révélait par exemple que Thomas Süssli, alors chef de l'armée, exigeait que la Chancellerie fédérale mette en place sa propre infrastructure informatique pour les données sensibles.

## En France, tous les ministères devront présenter un plan pour se passer des solutions américaines

Et ces doutes n'empêchent pas la Confédération de poursuivre ces achats chez la société américaine. Fin 2025, Berne publiait un communiqué annonçant que le déploiement de Microsoft 365 dans l'administration fédérale s'était «achevé comme prévu. A la mi-décembre 2025, le

nouvel environnement Office était installé sur quelque 54 000 postes de travail.» Et début 2026, *Blick* révélait que Microsoft avait obtenu 150 millions de francs des autorités suisses fin 2024 pour des licences d'utilisation de logiciels de bureautique pendant trois ans, un contrat attribué de gré à gré.

## L'Allemagne à la pointe

La Suisse demeure ainsi un client en or pour Microsoft. Mais ailleurs en Europe, des initiatives se multiplient pour tenter de réduire cette dépendance aux solutions bureautiques et de stockage de données de ce fournisseur. Mais ces opérations ne sont pas aisées à mettre en œuvre, et se déroulent souvent à petite échelle. En France, le 8 avril dernier, l'Etat actait officiellement une sortie progressive de Windows au profit de Linux, sous l'impulsion de la Direction interministérielle du numérique (Dinum). Celle-ci migrera ses propres postes de travail (ils sont environ 200) de Windows vers Linux. Ensuite, tous les ministères devront présenter un plan pour se passer des solutions américaines.

En octobre 2025, en Allemagne, l'Etat du Schleswig-Holstein annonçait l'achèvement de la migration de l'ensemble de son administration des outils de Microsoft vers

des alternatives open source. Cela concernait alors quelque 30 000 employés. Et le mois dernier, Berlin décidait, au niveau fédéral, d'imposer l'Open Document Format (ODF) comme standard obligatoire dans ce que l'Allemagne appelle le «Deutschland-Stack». En clair, il s'agit d'un cadre technique national pour les administrations publiques. Cette décision met ainsi de côté le format propriétaire OOXML de Microsoft. La *NZZ am Sonntag* proposait d'ailleurs hier, dans un second article, un éclairage sur le Centre pour la souveraineté numérique de l'administration publique (ZenDiS) allemand, qui développe une solution indépendante et open source, qui intéresse également la Suisse.

Le Danemark a aussi lancé une migration progressive de son administration vers des outils open source comme LibreOffice. L'objectif affiché est de reprendre le contrôle sur ses données et ses coûts, tout en disposant d'alternatives crédibles en cas de défaillance d'un fournisseur unique. Récemment, la plateforme Office.eu, présentée en mars, s'inscrivait dans cette même logique en proposant un environnement bureautique et collaboratif hébergé en Europe, reposant notamment sur Nextcloud et Collabora Online. ■